

## ANNEXE 1

LE COMPORTEMENT DES MENAGES

La compréhension du comportement à très court terme des ménages est une tâche difficile en l'absence de statistiques trimestrielles précises permettant de saisir la totalité de leurs revenus et des emplois qu'ils en font. Sur la période récente, on a pu être frappé par le fait que la hausse des salaires ne se soit pas accompagnée d'une évolution plus dynamique de la consommation et de l'épargne liquide et à court terme.

L'analyse du comportement des ménages ne peut se limiter au rapprochement de ces seules variables. D'autres facteurs jouent : prix, revenus non salariaux, impôts, distribution du crédit, placements - dont l'influence a été puissante sur la période récente. L'importance relative de ces différents éléments au plan annuel apparaît sur le tableau ci-dessous.

COMPTE SIMPLIFIE DES MENAGES

Source : Comptes de la Nation 1969

(Tome 3, pages 54 et suivantes)

milliards de F.

	E m p l o i s		R e s s o u r c e s	
Compte d'affectation	Consommation .....	423	Revenus salariaux et sociaux (1)	309
	Autres emplois .....	35	Revenus bruts des entrepreneurs individuels .....	136
	I.R.P.P. et autres impôts directs .....	34	Autres revenus .....	121
	Epargne brute .....	74		
		566		566
Compte de capital	Assurance-vie .....	2	Epargne brute .....	74
	Financement de la formation de capital par les entre- preneurs individuels	21		
	Formation brute de capital fixe (logement) .....	36		
	Capacité de financement ...	15		
		74		74
Compte financier	Monnaie .....	- 2	Capacité de financement .....	15
	Autres dépôts (Caisses d'épargne, quasi-monnaie) .	36	Crédits à court terme .....	1
	Titres à court terme et valeurs mobilières .....	12	Crédits à moyen et long terme (logement) .....	25
	Recouvrements (obligations)	- 4	Remboursements (long terme) .....	- 4
		42	Ajustement .....	5
				42

(1) Salaires nets, prestations familiales et retraites.

1 - L'évolution de la consommation des ménages

Le tableau ci-dessous présente les valeurs des indicateurs de la consommation calculés par l'I.N.S.E.E. à partir des séries statistiques disponibles (indices, base 100 en 1962).

Trimestre	Consom- mation alimen- taire	Biens durables (1)	Textiles Cuir (2)	Autres biens indus- triels (3)	Produits industriels (1)+(2)+(3)	Consommation totale
1968 - 1	120,7	126,6	122,4	155,4	131,3	130,4
2	119,2	118,1	116,0	160,5	127,1	128,6
3	120,7	155,6	134,1	155,5	144,7	136,4
4	126,0	188,6	135,4	163,4	155,8	142,0
1969 - 1	125,1	151,2	130,3	162,0	143,2	140,0
2	123,9	157,3	133,0	169,2	147,8	142,7
3	124,8	174,4	136,1	173,4	154,8	146,3
4	127,7	149,1	134,4	164,6	145,3	145,8
1970 - 1	127,3	139,2	136,0	175,5	146,2	146,0
2 *	127,5	133,4	134,1	180,4	144,9	146,6

\* estimations.

Depuis les événements de mai 1968, la consommation a progressé par bonds: la forte croissance du deuxième semestre 1968 a été suivie d'un repli au premier trimestre 1969. On enregistre ensuite une remontée au deuxième trimestre, une forte progression au troisième trimestre, puis pendant six mois une stagnation. Les informations recueillies sur le deuxième trimestre 1970 ne laissent prévoir qu'une très légère augmentation. Dans l'ensemble, la tendance de la consommation qui, au cours des trois premiers trimestres 1969, se situait exception faite des pointes de mai (incertitude politique) et août (réaction à la dévaluation) autour d'une ligne de croissance à 4 % l'an s'est donc nettement infléchie depuis lors. Il reste que la consommation totale s'élève encore au deuxième trimestre 1970 à quelque 5 % au-dessus du niveau qui résulte du prolongement de la tendance observée du milieu de 1965 au début de 1968.

Ce mouvement d'ensemble reflète les fluctuations analogues mais beaucoup plus accentuées observées dans l'évolution des achats de biens durables. Déprimés après les achats spéculatifs du quatrième trimestre 1968 les achats de biens durables ont repris leur croissance au deuxième trimestre 1969 et surtout au mois d'août 1969. Le reflux de moyenne ampleur en fin d'année s'est accéléré au premier trimestre 1970. Le printemps semble marquer le creux de la "vague" pour l'automobile et l'électroménager, une nette reprise est observée dans l'ameublement.

Les ventes d'articles textiles et de chaussures ont retrouvé au deuxième semestre 1969 et au premier semestre 1970 le niveau élevé qu'elles avaient atteint au deuxième semestre 1968.

## 2 - L'évolution des revenus salariaux et sociaux

On ne dispose pas d'une connaissance précise des revenus trimestriels des ménages. L'enquête du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population permet toutefois de bâtir un indicateur trimestriel de la masse salariale versée par les entreprises non financières (hors agriculture).

### MASSE SALARIALE VERSEE PAR LES ENTREPRISES NON FINANCIERES

(hors agriculture) et ses différents éléments

Trimestre	Accroissement en pourcentage par rapport au trimestre précédent						
	Salaire horaire	Prix	Pouvoir d'achat du salaire horaire	Effectifs (1)	Durée du travail	Masse salariale sans prise en compte du glissement catégoriel	Pouvoir d'achat de la masse salariale
1969 - 1	1,6	1,7	- 0,1	0,9	0,2	2,7	1,0
2	2,0	1,3	0,7	0,8	- 0,5	2,3	1,0
3	2,15	1,15	1,0	0,7	- 0,2	2,65	1,5
4	2,25	1,45	0,8	0,9	0	3,15	1,7
1970 - 1	2,7	1,6	1,1	0,5	- 0,2	3,0	1,4
2	2,8	1,4	1,4	0,3	- 0,2	2,9	1,5

(1) Evolution de l'indice du Ministère du Travail corrigée du biais affectant cet indice.

Une première constatation s'impose : l'accélération de la hausse des prix a limité celle de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire. Du deuxième trimestre 1969 au deuxième trimestre 1970, le salaire horaire a augmenté d'un peu plus de 10 % (contre 6 % par an en moyenne de 1964 à 1967) alors que son pouvoir d'achat s'est élevé de 4,3 % (contre 3,4 % par an en moyenne de 1960 à 1967).

La deuxième constatation que l'on peut faire est que cette augmentation plus rapide du pouvoir d'achat du salaire horaire n'a entraîné une accélération de la croissance du pouvoir d'achat de la masse des salaires versée par les entreprises qu'en 1969, l'infléchissement progressif de l'activité l'ayant ensuite compensée au premier semestre 1970.

Considérons maintenant l'ensemble des revenus salariaux (salaires des secteurs privé et public) et sociaux (prestations familiales et retraites) qui représente plus de la moitié des revenus perçus par les ménages. On sait que la masse des traitements des fonctionnaires et les revenus sociaux ont crû moins vite sur la période récente que la masse des salaires versés par les entreprises non financières.

	Importance relative en 1969	moyenne 68	moyenne 69	1er trim'70
		moyenne 67	moyenne 68	1er trim'69
Masse des salaires versés par les entreprises .....	65 %	110,8	113,8	111,8
Masse des traitements versés par les Administrations et les institutions financières	13 %	113,3	110,3	108,7
Prestations familiales .....	7 %	107,9	106,7	108,2
Retraites (barèmes) .....	15 %	103,0	107,7	107,7
	100 %			

De ce fait la croissance du pouvoir d'achat de la masse des revenus salariaux et sociaux perçus par les ménages n'a pas été exceptionnelle depuis un an (5,6 % du deuxième trimestre 1969 au deuxième trimestre 1970, contre 3 % en 1967, 6 % par an en 1965-1966 et 8% par an de 1960 à 1964 (1)).

#### AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT DE LA MASSE DES REVENUS SALARIAUX ET SOCIAUX

(en % par rapport au trimestre précédent)

	1968	1969	1970
1er trimestre .....	0,4	0,2	1,0
2ème trimestre .....	- 1,9	0,8	1,1
3ème trimestre .....	13,4	1,1	
4ème trimestre .....	- 1,1	2,3	

(1) Ce taux de 8 % résulte en partie du jeu de certains facteurs accidentels : arrivée des rapatriés d'Algérie, rapatriement des militaires, et revêt donc un caractère particulier.

### 3 - L'évolution relative des revenus et de la consommation

Les accroissements trimestriels des revenus salariaux et sociaux d'une part, de la consommation d'autre part sont rapprochés dans le tableau ci-dessous :

#### VARIATION EN %

par rapport au trimestre précédent

	1 9 6 8				1 9 6 9				1 9 7 0	
	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.
Revenus salariaux et sociaux (francs constants) .	0,4	-1,9	13,4	-1,1	0,0	0,7	1,1	2,3	1,0	1,1
Consommation (volume) .....	0,3	-1,4	6,1	4,1	-1,4	1,9	2,5	-0,3	0,1	0,5

Il existe, cela apparaît clairement, une certaine liaison entre ces accroissements, mais cette liaison n'est pas simple. L'utilité d'un modèle est d'explicitier cette liaison. L'I.N.S.E.E. utilise couramment depuis plusieurs années un modèle fondé sur les notions de revenu permanent et excédentaire (1). Ce modèle, qui ne prend en considération que les revenus salariaux et sociaux, rend généralement compte des variations observées de la consommation d'une manière satisfaisante. Mais sur la période récente il existe des écarts importants entre ses résultats et les réalisations effectives. S'il est compréhensible qu'après la poussée d'achats de l'été 1969 entraînée par la dévaluation il y ait eu modération de la consommation, l'ampleur de ce mouvement n'était absolument pas décrite par le modèle. Notamment il ne permettait pas de prévoir le prolongement d'une situation très médiocre tout au long du premier semestre.

D'autres variables que les revenus salariaux et sociaux sont donc à prendre en compte. On peut penser en premier lieu que les revenus salariaux et sociaux représentent mal depuis quelque temps l'évolution de l'ensemble des revenus. Différents indices tendent en effet à montrer une croissance moins rapide des revenus des entrepreneurs individuels. C'est en particulier le cas des revenus des agriculteurs depuis 1968 : malgré la hausse des prix, les recettes agricoles ont crû lentement par suite de la faiblesse du développement de la production et dans le même temps les charges d'exploitation ont fortement augmenté.

(1) Voir : Philippe NASSE : Estimation de fonctions de consommation trimestrielle, dans le numéro 3 des Annales de l'I.N.S.E.E.

Par ailleurs, nombre de facteurs ont rendu plus difficile la situation des entreprises individuelles : les restrictions de crédit, une structure de la demande qui leur est peu favorable (demande étrangère et investissement productif très dynamiques, consommation médiocre), les augmentations de salaires (même si les salaires distribués ne représentent que moins du quart de leur résultat brut d'exploitation). C'est ce qui apparaît à travers les réponses données tout au long de l'année 1969 par les commerçants et industriels interrogés par l'I.N.S.E.E. sur leur situation financière.

La variable "revenus non salariaux" a donc pu jouer un rôle non négligeable dans l'évolution à court terme des achats des ménages, mais elle ne saurait suffire à expliquer la différence relevée ci-dessus entre les prévisions du modèle et les réalisations effectives.

#### 4 - Aperçus sur le comportement des ménages

Le comportement des ménages paraît s'être profondément modifié au milieu de l'année 1969. Plutôt que de privilégier la consommation comme ils l'avaient fait depuis mai 1968, les Français ont tiré les conséquences des contraintes auxquelles ils étaient soumis (fort prélèvement fiscal, restrictions de crédit, taux d'intérêt élevé) et ont orienté leurs disponibilités vers des emplois rémunérateurs (placements rémunérés, achats de valeurs mobilières).

##### 1° - Les contraintes

###### a. L'impôt

On sait qu'en 1968 et 1969 l'Etat a largement utilisé la fiscalité sur les revenus individuels à la fois pour équilibrer son propre budget et pour éviter une croissance trop rapide du revenu disponible. D'importants allègements d'impôts (relèvement des tranches d'IRPP) ont au contraire été décidés en 1970. Compte tenu des décalages dus à des retards occasionnels sur les émissions de rôles, les prélèvements trimestriels au titre de l'IRPP ont évolué depuis 1968 de la manière suivante :

##### IRPP. PRELEVEMENTS TRIMESTRIELS

en milliards de F.

	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	TOTAL
1968 .....	7,5	5,8	3,2	5,1	21,5
1969 .....	9,1	7,1	2,8	6,1	25,1
1970 .....	10,5	7,9			

Au cours des trois derniers trimestres, les ménages ont donc dû déboursier plus de trois milliards de francs de plus (+ 15 %) que lors de la même période, un an auparavant, déjà marquée par une très forte pression fiscale. L'importance des recouvrements depuis le début de 1970 n'est pas contradictoire avec l'allègement fiscal décidé : elle est due en grande partie aux deux premiers tiers 1970 qui sont calculés à partir des impôts versés en 1969, lesquels ont été en forte progression comme les revenus de l'année 1968. Le deuxième semestre 1970 devrait au contraire enregistrer l'effet de la détente fiscale et les prélèvements pourraient ne pas excéder ceux du deuxième semestre 1969.

#### b. Les conditions restrictives du crédit à la consommation

Les décisions prises en août 1969 de réduire la durée du crédit à la consommation et surtout d'augmenter la part minimum de versement initial, jointes au fait que le prix du crédit est devenu excessivement élevé, ont eu un effet très sensible sur la distribution du crédit à la consommation au dernier trimestre 1969. Les crédits consentis ont sensiblement diminué, tandis qu'augmentaient les remboursements. Les disponibilités des ménages se sont ainsi trouvées amputées d'environ 0,8 milliard au lieu d'être gonflées de 0,2 milliard comme lors des deux premiers trimestres 1969. Un phénomène du même ordre s'est produit au premier semestre malgré les légers allègements décidés fin janvier 1970.

### 2° - Le comportement d'épargne des ménages

#### a. L'épargne à vue et à court terme

On sait le développement très rapide des dépôts dans les Caisses d'Épargne à partir de l'automne 1969, après qu'eut été relevé le taux d'intérêt versé aux nouveaux dépôts. Dans le même temps les Comptes sur livret dans les banques se mettaient à décroître et les souscriptions de bons du Trésor et de la C.N.C.A. rencontraient moins de faveur dans le public. Au total, après une légère accélération à l'automne le taux de croissance de l'épargne liquide et à court terme imputée aux ménages s'est un peu réduit et stabilisé aux alentours de 11 % l'an (de 1964 à 1967, le taux annuel moyen était de 13 %). Sur la période récente, il faut noter la très grosse faveur rencontrée par les plans d'épargne logement. Ce succès dû aux conditions intéressantes de rémunération de ces dépôts se fait, semble-t-il, au détriment de l'épargne-logement ordinaire, de l'épargne ordinaire et des comptes sur livrets.

Les avoirs monétaires imputés aux ménages (billets, comptes chèques postaux et bancaires) ont eu une évolution en deux temps. De l'été 1969 au printemps 1970 on a enregistré une diminution de l'ensemble de ces avoirs due essentiellement à la réduction du montant des billets en circulation et à une diminution des comptes chèques bancaires. A partir du printemps, une reprise les ramène fin mai au même niveau que l'an dernier.

L'interprétation de ces évolutions est particulièrement délicate dans une période d'encadrement du crédit où des changements importants affectent la vitesse de circulation de la monnaie. Il est évident toutefois que l'attrait, en période de forte hausse des prix, de rémunérations élevées est à l'origine de la divergence d'évolution entre l'épargne-liquide et à court terme et les encaisses monétaires.

b. Les placements financiers et les achats de logements

Ces deux emplois importants de l'épargne des ménages sont malheureusement difficiles à suivre à court terme. On peut cependant donner des indications sur les résultats enregistrés en 1969, qui marquent des changements nets par rapport aux années précédentes et ces changements paraissent se prolonger au début de 1970.

Si l'on peut mesurer les achats des ménages en logement, il est plus difficile de savoir dans quelle mesure ces achats pèsent sur leur revenu. Les dépenses qui leur incombent réellement ne sont pas vraiment celles qui correspondent à la valeur des logements, mais la différence entre cette valeur et les prêts qui leur sont accordés pour leurs achats, augmentée des charges résultant des prêts antérieurs. Or, si l'on peut connaître les deux premiers termes, tout au moins annuellement, avec une certaine précision, le troisième ne peut faire l'objet que d'une évaluation limitée aux remboursements en capital. Si l'on néglige l'influence des versements d'intérêt, les dépenses des ménages pour leurs achats de logement auraient été les suivantes :

DEPENSES A LA CHARGE DES MENAGES POUR LEURS ACHATS DE LOGEMENTS

en milliards de F.

1 9 6 5	1 9 6 6	1 9 6 7	1 9 6 8	1 9 6 9
18,0	18,6	18,5	17,4	20,1

On voit que ces dépenses, après être restées à peu près stables, pendant quatre ans, se sont brusquement accrues en 1969. Encore n'a-t-on pas tenu compte des remboursements d'intérêt. Les taux d'intérêt ayant fortement augmenté dès la fin de 1968, les versements correspondants ont dû s'accroître dès 1969 de près d'un demi-milliard. Par rapport à 1968, c'est donc une charge nouvelle de près de 3 milliards que les ménages ont dû supporter.

Leurs dépenses devraient continuer à rester importantes en 1970. Certes les achats nouveaux ont diminué par rapport à 1969, mais il en a été de même des prêts accordés, la hausse des taux d'intérêt décourageant les entrepreneurs. Or la charge des emprunts précédents reste très importante, et la hausse des taux d'intérêt se fait maintenant sentir sur la totalité des sommes empruntées depuis la fin de 1968 (35 milliards environ) pour les achats de logements. Au total, après avoir fortement augmenté en 1969, la charge incombant aux ménages ne devrait guère varier en 1970 et resterait à un niveau élevé.

Les achats de valeurs mobilières par les ménages ont également fortement augmenté. Tout au long de 1969, les entreprises, et particulièrement les entreprises industrielles, ont dû, pour financer leurs investissements en forte croissance, accroître leur appel au marché financier. Les émissions d'actions et d'obligations ont ainsi été beaucoup plus importantes que les années précédentes.

EMISSION D'ACTIONS ET D'OBLIGATIONS

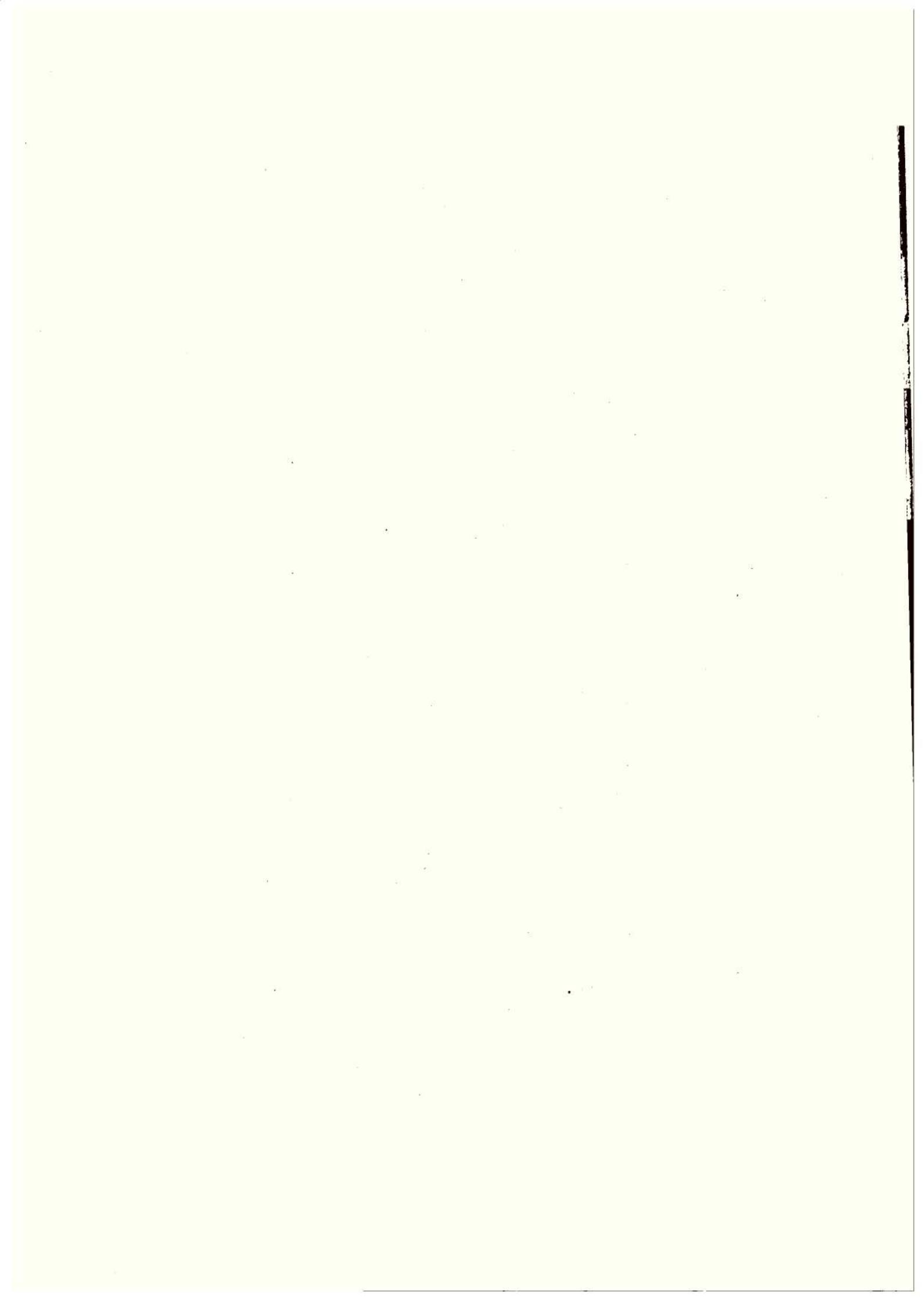
en milliards

1 9 6 4	1 9 6 5	1 9 6 6	1 9 6 7	1 9 6 8	1 9 6 9
11,4	12,4	12,2	12,4	11,8	17,0

Bien qu'on ne connaisse pas l'identité des souscripteurs, il paraît logique de supposer qu'il s'agit surtout de ménages, ces émissions ayant été faites justement parce que les entreprises avaient besoin d'argent. Le dépouillement des bilans des entreprises au 31 décembre 1969 renforce cette présomption. Le portefeuille en actions et obligations des entreprises les plus importantes ne semble pas avoir beaucoup varié, alors même que les cours de la Bourse ont fortement augmenté en 1969. On peut même en conclure que, pour se procurer des liquidités, les entreprises ont été amenées à vendre une partie de leur portefeuille aux ménages. La contribution des ménages en 1969 serait donc plus forte que ne le laisserait croire la seule statistique des émissions de valeurs mobilières.

Une situation du même ordre était observée au début de 1970. Pour financer des investissements toujours très importants, les émissions d'actions et d'obligations ont encore fortement augmenté : leur montant s'est élevé au premier semestre à 12,7 milliards, contre 9 milliards au premier semestre 1969. Les ménages ont donc encore récemment accru leurs placements en valeurs mobilières.

La faiblesse relative des revenus non salariaux, la forte pression fiscale, la limitation apportée à la distribution du crédit n'expliquent donc qu'en partie la grande modération de la consommation à un moment où les revenus salariaux versés par les entreprises croissent très rapidement. Il apparaît aussi que depuis la fin de l'été 1969 le comportement des ménages s'est orienté davantage vers l'épargne.



## L'EVOLUTION DES ECHANGES EXTERIEURS DEPUIS LA DEVALUATION

### A - LES ECHANGES AVEC LES PAYS HORS DE LA ZONE FRANC (1)

L'analyse des échanges sera faite d'abord globalement, puis par catégorie de produits et enfin en distinguant les principaux clients de la France.

#### I - Analyse globale

##### 1° - Les exportations

La progression des exportations s'est fortement accélérée depuis l'automne dernier : en volume la croissance s'est effectuée depuis cette date à un rythme supérieur à 20 % par an. Il est particulièrement remarquable que le taux de croissance des exportations industrielles ait augmenté de moitié entre la période précédant la dévaluation et celle qui la suit :

#### EXPORTATIONS INDUSTRIELLES VERS LES PAYS HORS DE LA ZONE FRANC

##### Taux de variation mensuel moyen

(Indice de volume, corrigé des variations saisonnières)

1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
+ 1,0 %	+ 1,5 %	+ 1,5 %

Cette évolution favorable s'explique à la fois par les avantages dus à la dévaluation, par une conjoncture internationale encore dominée par des tensions inflationnistes et par la détente du marché intérieur qui a rendu possible l'orientation des facteurs productifs vers la production de biens exportables :

La dévaluation, dans l'actuelle conjoncture mondiale, a permis aux exportateurs d'augmenter leurs prix en francs (d'un pourcentage de l'ordre du taux de la dévaluation) et l'accroissement des marges bénéficiaires qui en a résulté a dû renforcer la propension à exporter.

(1) Les échanges avec la zone franc étant particulièrement irréguliers, il est toujours préférable d'analyser les seuls échanges avec les pays hors de la zone franc pour dégager les tendances significatives. Seuls à faire l'objet de réglemens en devises, les échanges avec les pays hors de la zone franc permettent en outre de mieux apprécier la situation extérieure.

INDICE DES VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION (1)

(Exportations vers les pays hors zone franc)

Base 100 en 1966

1 9 6 9							1 9 7 0					
juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin
103,2	99,2	99,3	109,0	111,6	110,3	117,3	112,5	115,7	114,9	116,5	115,8	117,8

Bien que les prix à l'exportation exprimés en dollars soient actuellement voisins du niveau atteint avant le changement de parité, la compétitivité des produits français est nettement plus forte. En effet, depuis un an la hausse des prix intérieurs a été rapide dans la plupart des pays (cf. page 9) et la hausse des prix à l'exportation des pays concurrents a été importante et générale.

PRIX A L'EXPORTATION DES PRINCIPAUX CLIENTS DE LA FRANCE (2)

Augmentation en % du 1er trimestre 1969 au 1er trimestre 1970

Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne (R. F. A)	Pays-Bas	Belgique	Italie
4,4	3,3	15,7	4,9	10,6	5,0

Malgré le ralentissement de l'économie américaine, les exportations françaises ont continué à être favorisées par la conjoncture des pays clients, les tendances expansionnistes étant restées prédominantes en Europe. La progression des importations est restée généralement importante :

IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS EN VALEURS (3)

Taux de variation mensuel moyen

(données corrigées des variations saisonnières)

	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	5 premiers mois de 1970
Etats-Unis .....	+ 3,2 %	- 0,5 %	+ 1,4 %
Grande-Bretagne .....	+ 0,1 %	- 0,3 %	+ 1,3 %
Pays-Bas .....	+ 2,3 %	+ 1,8 %	+ 1,7 %
Italie .....	+ 1,6 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %
Allemagne .....	+ 2,5 %	+ 1,4 %	+ 2,6 %
Belgique (4) .....	+ 2,7 %	+ 0,6 %	+ 3,1 %
ENSEMBLE (5) .....	+ 2,0 %	+ 1,0 %	+ 2,0 %

(1) Les indices de valeurs moyennes ne sont pas de véritables indices de prix. Ils reflètent non seulement les variations de prix, mais également les modifications de la structure des produits échangés. Ils donnent cependant une bonne indication du mouvement des prix si on considère leur évolution sur plusieurs mois.

(2) Pour la plupart des pays (sauf la R.F.A.), il s'agit des valeurs moyennes.  
Source : O.C.D.E. (Pour l'Allemagne : Statistischer Wochendienst)

(3) En dollars. - (4) 3 premiers mois pour 1970.

(5) Moyenne pondérée par les exportations françaises vers ces pays en 1969.

Il faut souligner en outre que, si la progression des exportations a pu être aussi forte, c'est grâce au relâchement de la demande intérieure : le raccourcissement des délais de livraison semble avoir mis les producteurs français dans une situation favorable à un moment où les délais restent élevés à l'étranger. La politique économique a également soutenu l'effort d'exportation par l'allègement de certaines formalités, le relèvement des plafonds de risques assumés par la C.O.F.A.C.E., les mesures de soutien des investissements commerciaux à l'étranger, et l'assouplissement de la politique du crédit (1).

## 2° - Les importations

Après la dévaluation et jusqu'à la fin de l'année, les importations ont fortement baissé en volume (de plus de 10 % d'août à décembre), baisse d'autant plus remarquable que la production continuait à se développer rapidement. L'ampleur du recul s'explique sans doute par le fait que, au cours des mois ayant précédé la dévaluation, la constitution de stocks spéculatifs avait artificiellement gonflé le volume de nos achats à l'étranger, ainsi que par la paralysie de l'activité industrielle en Italie. Mais cette évolution témoigne surtout du ralentissement de la demande intérieure et de la possibilité accrue qu'ont eue les entreprises françaises de livrer le marché intérieur, grâce à un important effort d'équipement. Il faut signaler également l'importance de l'augmentation des prix à l'importation, le nouveau rapport des prix ayant nettement augmenté la compétitivité des produits français.

### INDICE DES VALEURS MOYENNES A L'IMPORTATION

(Importations en provenance des pays hors zone franc)

Base 100 en 1966

1969							1970					
juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin
99,7	99,5	110,5	108,6	112,3	114,4	116,7	115,7	116,1	117,1	118,4	117,0	115,1

Au printemps l'évolution des importations s'est de nouveau inscrite sur une tendance modérément (2) croissante. Cette reprise était attendue dans la mesure où les tensions subsistaient dans certains secteurs (équipement et certains biens intermédiaires, notamment) et où la baisse des importations avait été suffisamment marquée dans les autres secteurs pour les ramener à un niveau correspondant à la demande.

(1) - En février les prêts en devises des banques pour les investissements commerciaux à l'étranger ont été désencadrés et la procédure de garantie par la COFACE a été étendue aux investissements commerciaux. En mai le plafond des transferts automatiques a été supprimé pour les montants affectés aux dépenses d'équipement à l'étranger.

- La progression des crédits à court terme à l'exportation a été fixée à 1,5 % par mois depuis février et à 2 % par mois depuis juillet pour rendre la progression de ces crédits parallèle à celle du volume des exports.

- En avril le plancher de domiciliation des exportations a été porté de 1.000 F à 5.000 F.

(2) La progression importante constatée en avril est due en partie à des facteurs exceptionnels (achats d'avions notamment) et ne peut être considérée comme significative de la tendance réelle ; celle de juin s'explique par un rattrapage après les perturbations dues aux grèves dans les services douaniers en mai.

### 3° - Le solde extérieur

L'évolution respective des exportations et des importations a permis un redressement rapide du solde extérieur, le taux de couverture ayant atteint 91,5 % (en moyenne mobile sur trois mois) dès la fin de l'année, alors qu'avant la dévaluation il se situait à 80 %. Au printemps différents aléas (achats d'avions, grève des douanes notamment) ont conduit à une évolution fort irrégulière du taux de couverture. Au-delà des fluctuations au mois le mois, il apparaît que la tendance à l'amélioration de l'équilibre extérieur s'est nettement ralentie. Le niveau atteint au printemps peut être considéré comme réalisant l'équilibre de la balance commerciale.

#### TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS EN %

(Echanges avec les pays hors de la zone franc)

- Moyenne mobile sur 3 mois -

1 9 6 9							1 9 7 0					
juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin
80,2	81,5	81,4	82,8	84,2	88,0	91,5	92,8	95,1	93,1	93,7	90,6	89,5

## II - Evolution des échanges par catégorie de produits

### 1° - Les exportations

La reprise des exportations après le changement de parité a concerné tous les groupes de produits industriels : elle a été remarquable pour les biens de consommation (en particulier pour les voitures de tourisme) et surtout les biens d'équipement et les produits sidérurgiques, compte tenu des tensions persistantes dans ces derniers secteurs.

Les exportations de produits agricoles, au contraire, se sont inscrites en baisse au cours du second semestre 1969.

#### EXPORTATION EN VOLUME PAR CATEGORIE DE PRODUITS (hors zone franc)

Taux de variation mensuel moyen en %

(données corrigées des variations saisonnières)

	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
Alimentation .....	+ 1,5	- 2,7	+ 2,7
Produits bruts .....	- 0,3	+ 2,6	- 0,3
Biens de consommation .....	- 0,8	+ 1,9	+ 1,4
Biens d'équipement .....	+ 2,2	+ 3,1	+ 0,6
Demi-produits .....	+ 1,0	+ 0,3	+ 1,1
ENSEMBLE . . . . .	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,6

Au premier semestre 1970, le développement des exportations est resté vif pour la plupart des groupes, en particulier celui des biens de consommation. Les exportations de biens d'équipement qui avaient diminué au début de 1970 semblent en reprise au printemps. Les exportations de produits agricoles s'inscrivent également sur une tendance nettement ascendante depuis le début de l'année.

## 2° - Les importations

La baisse en volume des importations au deuxième semestre 1969 a concerné l'ensemble des groupes, mais on peut penser que les causes de ce brusque changement ont pu être différentes : la baisse particulièrement accusée des importations de biens de consommation correspondait au ralentissement de la demande intérieure, celle de produits bruts et demi-produits reflétait surtout l'arrêt des achats anticipés ayant eu lieu avant la dévaluation, celle de biens d'équipement, passagère, s'expliquerait par l'allongement des délais de livraison de nos fournisseurs étrangers, le report de décembre 1969 à mars 1970 de la date limite liée à la loi sur l'avoir fiscal et l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions concernant les modalités d'amortissement.

### IMPORTATIONS EN VOLUME PAR CATEGORIE DE PRODUITS (hors zone franc)

Taux de variation mensuel moyen en %

(données corrigées des variations saisonnières)

	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
Alimentation .....	+ 1,4	- 1,4	+ 0,2
Produits bruts .....	+ 2,7	- 0,9	+ 1,8
Biens de consommation .....	+ 1,6	- 2,1	+ 1,1
Biens d'équipement .....	0	- 0,6	+ 3,7
Demi-produits .....	+ 0,9	- 1,5	+ 1,6
<b>ENSEMBLE</b> .....	<b>+ 2,0</b>	<b>- 2,0</b>	<b>+ 2,8</b>

La reprise enregistrée depuis le début de l'année a également concerné l'ensemble des groupes : elle est restée modérée pour les biens de consommation ainsi que les produits bruts et demi-produits. La progression des importations de biens d'équipement, par contre, a été de nouveau très vive. Les importations de produits agricoles semblent également s'inscrire en reprise au printemps, reprise attendue compte tenu de l'insuffisance persistante de l'offre de certains produits.

### 3° - Les balances

L'évolution des balances commerciales en valeur (1) pour les différents groupes fait apparaître une nette amélioration pour la plupart des groupes : celle de la balance de biens de consommation est particulièrement remarquable. Partant d'un déficit mensuel de l'ordre de 100 millions de francs l'été 1969 la balance des produits manufacturés de consommation a atteint un excédent mensuel de 350 millions de francs dès la fin de l'année, valeur jamais atteinte depuis dix ans. Au premier semestre 1970 le redressement s'est poursuivi, mais à un rythme ralenti, par suite de la reprise des importations. La balance des produits bruts et demi-produits s'est également sensiblement améliorée à l'automne dernier (+ 200 millions environ entre le troisième et le quatrième trimestre 1969), mais depuis le début de l'année elle ne se redresse plus guère et son niveau est encore faible.

L'excédent mensuel de la balance de produits agricoles (très fluctuant depuis deux ans) s'est également accru depuis l'automne dernier et le niveau atteint (de l'ordre de 400 millions) est nettement supérieur à celui qui avait été enregistré depuis dix ans (de 50 à 100 millions).

La balance de biens d'équipement, par contre, qui s'était stabilisée au deuxième semestre 1969, après la détérioration constatée depuis le début de 1968, s'est encore dégradée au premier semestre 1970.

### III - Evolution des échanges par pays

L'analyse des échanges par pays ne peut être faite qu'en valeur, on ne dispose pas, en effet, d'indices de valeurs moyennes et de volume par pays. Rappelons qu'au cours des deux ou trois mois ayant suivi la dévaluation l'accélération des exportations en valeur et la poursuite de la croissance des importations en valeur étaient dues à l'importance de la hausse des prix.

#### 1° - Les exportations

La progression des exportations françaises a concerné l'ensemble des principaux pays destinataires.

(1) En volume (à prix constants) l'évolution est généralement un peu plus favorable, surtout pour le troisième trimestre 1969, la hausse des prix à l'importation ayant dépassé celle des prix à l'exportation.

**EXPORTATIONS FRANÇAISES EN VALEUR PAR PAYS DESTINATAIRE**

Taux de variation mensuel moyen en %

(données corrigées des variations saisonnières)

	% des exportations totales en 1969	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
Etats-Unis .....	5,4	+ 3,0	+ 0,6	+ 3,1
Grande-Bretagne .....	4,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2
Allemagne .....	20,4	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,9
Italie .....	11,3	+ 2,5	+ 3,6	+ 3,6
U.E.B.L. ....	10,8	+ 2,6	+ 2,4	+ 3,4
Pays-Bas .....	5,9	+ 4,1	+ 2,7	+ 1,6
<b>ENSEMBLE hors zone franc ...</b>	<b>88,4</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>+ 3,1</b>	<b>+ 2,6</b>

- La croissance des exportations vers les pays de la C.E.E. s'est effectuée à un rythme voisin de la moyenne, avec toutefois une progression particulièrement rapide des exportations vers l'Italie, tandis que le développement des exportations vers les Pays-Bas s'est ralenti depuis le début de l'année.
- La progression des exportations vers les Etats-Unis et surtout vers la Grande-Bretagne a été particulièrement remarquable depuis le début de l'année, compte tenu, surtout, de la progression modérée des importations de ces pays.
- Vers les autres pays, ce sont les exportations vers les pays de l'Europe de l'Est et de l'A.E.L.E. dont la progression a été la plus rapide, plus forte que celle enregistrée pour les pays de la C.E.E.

L'évolution des parts de marché de la France (en dollars) fait apparaître une nette croissance depuis la dévaluation (1). Après la dégradation constatée depuis le printemps 1968 cette croissance rapide des parts de marché a permis de rattraper le retard pris par rapport à la tendance constatée sur longue période (2).

(1) La part des exportations françaises dans les importations de ses sept principaux clients est passée de 7,5 % en août 1969 à 8 % en mars 1970.

(2) Rappelons que le rapport existant entre les accroissements relatifs des exportations françaises hors zone franc et les accroissements relatifs des importations des principaux clients a été en moyenne de 1,3 sur la période 1964 - mai 1968.

L'analyse par pays permet de constater une reprise vigoureuse du développement des parts de marchés dans l'ensemble des pays de la C.E.E., pays avec lesquels les fluctuations de nos exportations ont été les plus importantes depuis deux ans.

Aux Etats-Unis les pertes de marché, légères au demeurant, ont été rattrapées au printemps. En Grande-Bretagne (où la part de marché des produits français ne s'est accrue que très modérément sur longue période), un rattrapage des pertes antérieures a eu lieu depuis la dévaluation et le niveau atteint au printemps 1970 est de nouveau proche de l'évolution à moyen terme.

## 2° - Les importations

Les variations de l'ensemble des importations en valeur observées depuis août 1969 se retrouvent pour les importations de la plupart des pays, en particulier pour celles en provenance de la C.E.E. (sauf pour celles en provenance d'Italie freinées par les grèves) et celles en provenance de l'A.E.L.E. (parmi lesquelles celles en provenance de la Grande-Bretagne ont progressé le plus rapidement). Les importations en provenance des Etats-Unis ont crû très rapidement au printemps, mais cette accélération est liée en partie à des facteurs exceptionnels (importations d'avions).

### IMPORTATIONS FRANCAISES EN VALEUR PAR PAYS D'ORIGINE

Taux de variation mensuel moyen en %

(données corrigées des variations saisonnières)

	% des importations totales en 1969	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
Etats-Unis .....	5,4	+ 1,1	+ 1,6	+ 6,5
Grande-Bretagne .....	4,1	+ 0,5	+ 3,0	+ 3,9
Allemagne .....	20,4	+ 0,3	+ 3,3	+ 1,1
Italie .....	10,3	+ 3,3	- 0,5	+ 2,0
U.E.B.L. ....	10,8	+ 3,3	+ 3,1	+ 1,7
Pays-Bas .....	5,9	+ 1,6	- 0,6	+ 2,3
ENSEMBLE hors zone franc ..	90,5	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,2

## B - LES ECHANGES AVEC LA ZONE FRANC

Depuis un an les échanges avec les pays de la zone franc se sont fortement développés, la progression des exportations étant particulièrement rapide au premier semestre 1970 :

### ECHANGES EN VALEUR AVEC LA ZONE FRANC

Taux de variation mensuel moyen en %

(données corrigées des variations saisonnières)

	1er semestre 1969	2ème semestre 1969	1er semestre 1970
EXPORTATIONS .....	+ 0,5	- 0,8	+ 4,1
IMPORTATIONS .....	+ 0,2	+ 1,3	+ 2,5

Cette progression remarquable s'explique en partie par l'augmentation des prix tant à l'exportation qu'à l'importation. Les pays d'Afrique du Nord avec lesquels s'effectue la moitié environ de nos échanges avec la zone franc n'ayant pas dévalué, cette hausse, bien que moins importante que pour l'ensemble, n'est pas négligeable :

### INDICE DES VALEURS MOYENNES

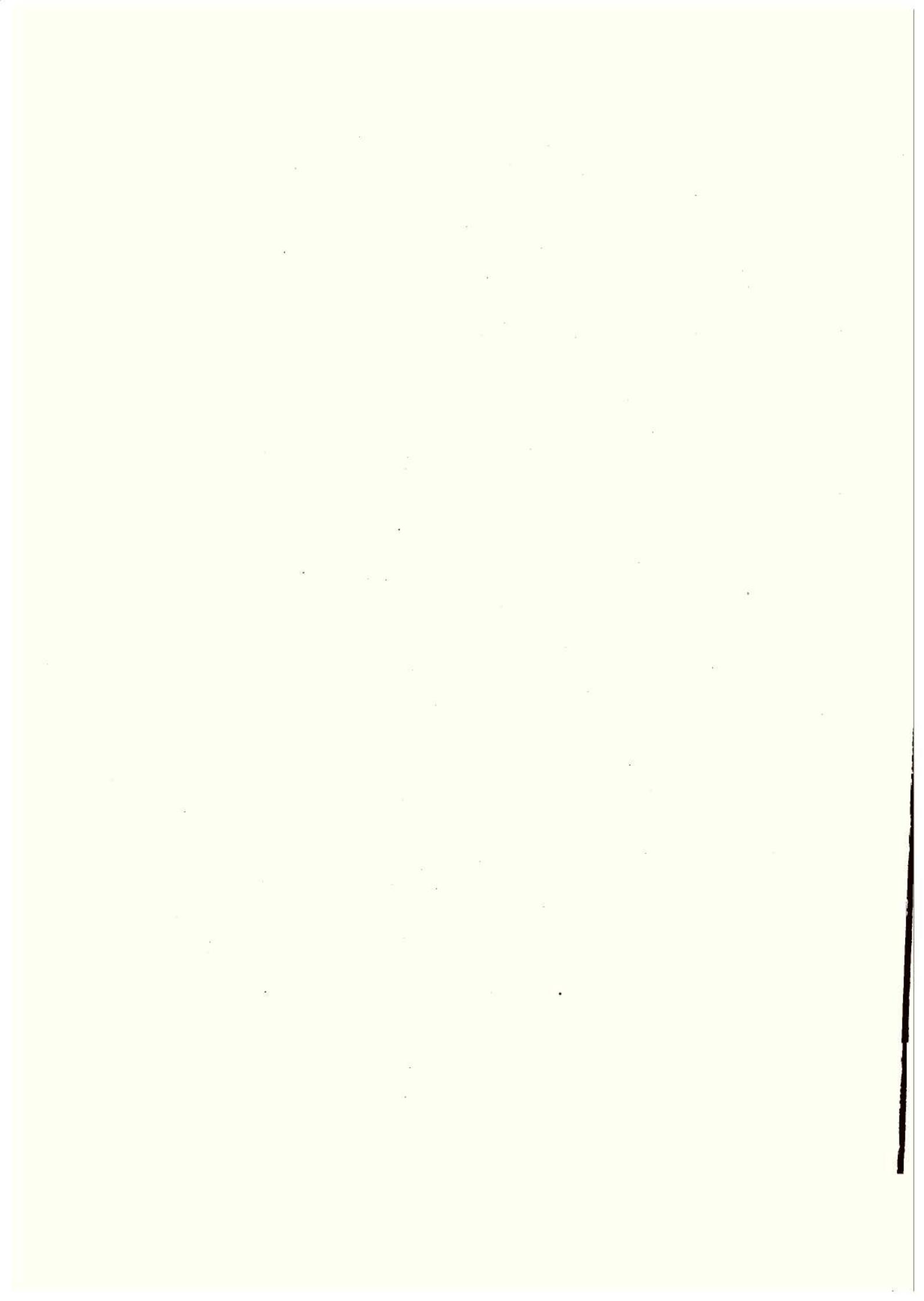
Echanges avec la zone franc

base 100 en 1966

	1 9 6 9							1 9 7 0					
	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin
EXPORTATIONS ..	107,9	106,4	104,4	105,6	103,9	105,4	106,6	111,8	108,6	111,0	107,8	108,6	110,1
IMPORTATIONS ..	99,2	99,9	101,1	104,7	109,1	110,4	106,8	108,8	109,1	110,7	109,7	108,2	109,3

L'analyse par catégories de produits fait apparaître que les progressions les plus rapides sont relevées pour les exportations de biens d'équipement et de demi-produits et pour les importations de produits alimentaires.

L'analyse par pays ne permet pas de porter une appréciation particulière, le développement des échanges ayant concerné la quasi-totalité des pays, en particulier l'Algérie, avec laquelle s'effectuent plus de 20 % des échanges avec la zone franc.



APPRECIATION DES EFFETS DIRECTS SUR L'ACTIVITE INTERIEURE DU REDRESSEMENT DU SOLDE  
EXTERIEUR ET DE L'IMPORTANTE FORMATION DE STOCKS DEPUIS LA DEVALUATION

Depuis le milieu de l'année dernière, deux facteurs exceptionnels ont contribué au développement de l'activité : le redressement du solde du commerce extérieur et un fort mouvement de reconstitution des stocks.

Bien qu'ils aient sur le moment des effets comparables, ces deux phénomènes diffèrent cependant sur un point essentiel : le redressement du solde du commerce extérieur, qui correspond à la découverte de nouveaux débouchés, permet tout d'abord de développer la production, puis, lorsque le solde se stabilise, comme cela semble être le cas depuis le début de 1970, de la maintenir, puisque le maintien du solde correspond à un flux permanent de marchandises. Au contraire, sitôt que les stocks se stabilisent, le débouché disparaît et il faut réduire la production ou découvrir de nouveaux clients.

On peut essayer de chiffrer les effets de l'un comme de l'autre, tout au moins d'en déterminer l'ordre de grandeur. Pour le commerce extérieur, les importations comme les exportations sont connues mensuellement. Il est donc facile de constater la variation du solde produit par produit, et d'en déduire les effets directs sur la production de chaque branche, puis les effets induits sur les autres branches, considérées comme fournisseurs de la première. Le problème est un peu plus délicat pour les stocks, puisqu'il n'existe pas de renseignements statistiques sur le niveau des stocks. On peut cependant évaluer ceux-ci à partir des résultats des enquêtes de conjoncture. On constate en effet que l'opinion que les industriels ou les commerçants se font du niveau de leurs stocks est en corrélation assez étroite avec les valeurs qui apparaissent par la suite dans les Comptes de la Nation. On peut alors, en étudiant la correspondance entre les réponses qualitatives et les résultats des comptes, déterminer ce que représente la reconstitution des stocks entamée depuis le milieu de 1969, et en déduire de la même façon que pour le commerce extérieur, l'influence sur la production.

On constate alors que ces deux phénomènes, déjà importants par le volume de production qu'ils représentent, sont par surcroît très inégalement répartis suivant les branches et sont par là très importants pour certaines d'entre elles. C'est ainsi que le redressement du solde du commerce extérieur, tel qu'on peut le constater du second trimestre 1969 au second trimestre 1970, a permis d'écouler environ 3 % de la production de biens intermédiaires, et un pourcentage à peine inférieur de la production de biens de consommation (industries alimentaires exclues).

Quant à la reconstitution des stocks, très marquée pour les biens de consommation, aussi bien au stade du commerce qu'à celui de la production, plus réduite pour les biens intermédiaires, on trouve qu'elle représente un peu plus de 3 % de la production annuelle de biens de consommation, et à peu près 0,6 % de la production de biens intermédiaires. Au total, à commerce extérieur inchangé et sans reconstitution des stocks, la production aurait été inférieure à ce qu'elle a été de 6 % environ pour les biens de consommation, et de 3 à 4 % pour les biens intermédiaires. La différence est déjà

sensible dans les industries intermédiaires, mais son importance apparaît pleinement pour les industries de consommation, dont le développement a été très faible depuis un an, et qui auraient connu une situation de crise sans ces débouchés de caractère exceptionnel.

Dans les autres branches, les effets de la reconstitution des stocks ou du commerce extérieur ont été plus réduits. Ils ne représentent qu'un peu moins de 2 % pour l'énergie et les industries agricoles et alimentaires, et moins de 1 % ailleurs.

L'importance de ces effets, tout au moins sur les deux premières branches examinées, conduit à s'interroger sur ce qui se passera lorsqu'ils cesseront de se faire sentir.

En ce qui concerne le commerce extérieur le maintien du solde à son niveau actuel correspond au maintien de la production ; comme la dégradation de ce solde, paraît peu probable, l'augmentation correspondante de la production paraît acquise.

Il en va très différemment pour le restockage. Ce mouvement ne peut se prolonger indéfiniment, et les difficultés de trésorerie signalées avec une fréquence croissante par les industriels devraient hâter son achèvement. Il semble d'ailleurs que chez les commerçants, les stocks aient cessé de se gonfler depuis mars dernier. Certains industriels seront donc obligés de réduire leur production. Dans l'ensemble cependant, la reprise de la consommation attendue pour la fin de l'année devrait permettre aux industriels de maintenir leur production sans plus accumuler de stocks dès la fin de l'année, puis de résorber ceux-ci dès le début de l'année prochaine.

---

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS1 - Situation au milieu de l'année 1970

On s'attendait, après les résultats remarquables des derniers mois de l'année 1969, à une baisse des mises en chantier de logements au cours du premier semestre 1970. En effet, la demande adressée aux promoteurs privés était devenue moins spéculative après la dévaluation ; elle amorçait dès octobre dernier un net fléchissement à la suite des effets de hausse des prix et des taux d'intérêt. L'offre des promoteurs au contraire s'accroissait et, dès la fin de 1969, leurs perspectives de mises en chantier ne cessaient de se réduire, en raison notamment des difficultés de trésorerie immédiate auxquelles ils se heurtaient. Dans le domaine des H.L.M. on escomptait néanmoins une certaine relance des mises en chantier, étant donné les retards accumulés sur les réalisations des programmes antérieurs.

Ces prévisions ne se sont pas entièrement vérifiées. Si par rapport au premier semestre 1969 il y a eu effectivement au cours des six premiers mois de 1970 une baisse de l'ordre de 6 % des mises en chantier dans les secteurs primés et non aidés, on a assisté à une forte diminution (13 %) des H.L.M. locatives commencées durant la même période.

Le faible niveau des mises en chantier de H.L.M. semble résulter de la conjonction de quatre facteurs. En premier lieu la décentralisation pour la première fois à partir de cette année des décisions de financement des suites d'opérations a fortement retardé la mise en oeuvre des programmes (6.000 logements ont ainsi été financés au premier trimestre 1970 contre 47.000 au premier trimestre 1969). La difficulté rencontrée dans la réalisation de programmes respectant les prix plafonds a également été un frein puissant. Troisième facteur défavorable : la régulation des crédits budgétaires d'engagement a conduit à ne distribuer au cours des premiers mois de l'année que 77 % des crédits disponibles, alors qu'habituellement les ouvertures de crédit s'effectuent pour la totalité des masses disponibles. Enfin le blocage, toujours en vigueur au milieu de l'année pour le Fonds d'Action conjoncturelle du dixième du financement de 1970 a conduit à stocker un ensemble de programmes portant sur 12.000 H.L.M. locatives, dont une partie aurait pu être commencée dès le premier semestre en l'absence des mesures de restrictions financières. Ces deux derniers facteurs n'expliquent pas toutefois le fléchissement observé par rapport à 1969, car la régulation budgétaire avait été très sévère au premier semestre 1969 (70 % seulement des crédits disponibles avaient été distribués).

Dans les autres secteurs de financement, à l'exception de celui des logements primés sans prêt de nouveau en baisse sensible, la situation fin juin devenait, quant aux mises en chantier, bien meilleure qu'aux premiers mois de l'année. Bien qu'il soit malaisé, dans une comparaison avec le premier semestre 1969, de mesurer la part des aléas climatiques, on constate cependant une baisse de l'activité du gros oeuvre du bâtiment qui n'est pas sans relation avec les conditions imposées par l'hiver prolongé 1969-1970.

D'autre part, contrairement aux tendances passées, c'est la province seule qui subit le déficit des mises en chantier, la région parisienne se situant à 17 % au-dessus du niveau des six premiers mois de 1969.

Les achèvements de logements semblent avoir suivi une évolution plus normale ; ils atteignaient au 30 juin un niveau très légèrement supérieur à celui du premier semestre 1969.

Les données disponibles sur le financement de la construction de logements sont assez concordantes avec les résultats d'activité.

Les crédits à la construction sur ressources d'épargne et ressources monétaires, consentis à titre de prêts à moyen terme mobilisables, qui peuvent servir d'indicateur de l'évolution du financement des travaux par l'ensemble des promoteurs en dehors de leurs charges courantes de trésorerie, ont fléchi légèrement en mars 1970, après il est vrai une pointe marquée en décembre. En indice, leur progression depuis deux ans est la suivante :

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1968 .....	100	101	106	111
1969 .....	111	114	119	123,5
1970 .....	122			

Cette tendance est confirmée par l'évolution des prêts consentis et des effets émis sur le marché hypothécaire. La pratique de taux d'intérêt très élevés (13 à 14 %) et l'instauration en novembre 1969 d'un plafond mensuel d'accroissement des prêts fixé à 265 millions ont sensiblement ralenti l'expansion du marché, comme on peut le constater ci-après :

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
	(en milliards de F)			
a) Prêts consentis				
1968 .....	2,5	3,4	4,5	6,1
1969 .....	7,8	9,6	10,9	11,8
1970 .....	12,5			
b) Effets de mobilisation				
1968 .....	1,1	1,6	2,3	2,9
1969 .....	3,8	4,7	5,3	6,1
1970 .....	6,5			

Dans le secteur des H.L.M. locatives l'évolution des prêts réalisés a été la suivante :

	ORIGINE DES PRETS			
	Caisse des Prêts	Prêts à taux réduit	Prêts avec bonification	ENSEMBLE
	(en millions de F)			
1er trimestre 1969 ...	1.441	5	95	1.541
2ème trimestre 1969 ...	1.585	10	108	1.703
3ème trimestre 1969 ...	1.560	7	100	1.667
4ème trimestre 1969 ...	1.609	9	114	1.732
1er trimestre 1970 ...	1.410	3	85	1.498
2ème trimestre 1970 ...	1.694	1	105	1.800

Les résultats des deux premiers trimestres de 1970 sont très voisins des résultats de 1969, ce qui, compte tenu de l'évolution des prix correspond à une baisse par rapport à l'an passé.

La situation du financement dans le secteur des H.L.M. accession est plus favorable :

	ORIGINE DES PRETS			
	Caisse des Prêts	Prêts à taux réduit	Prêts avec bonification	ENSEMBLE
	(en millions de F)			
1er trimestre 1969 ...	257	11	90	358
2ème trimestre 1969 ...	284	9	129	422
3ème trimestre 1969 ...	308	6	135	449
4ème trimestre 1969 ...	437	7	184	628
1er trimestre 1970 ...	253	3	104	360
2ème trimestre 1970 ...	374	4	133	511

Dans le secteur des logements bénéficiant de prêts spéciaux et différés du Crédit Foncier on constate au cours des trois premiers mois de 1970 un net accroissement du montant des crédits autorisés, à la fois par rapport au quatrième trimestre et au premier trimestre 1969 (respectivement +37 % et + 13 %), ce qui devrait laisser présager une évolution favorable des mises en chantier du secteur.

	PRETS SPECIAUX		PROMESSES DE PRETS DIFFERES		ENSEMBLE
	Accession	Location	Accession	Location	
	(en millions de F)				
1er trimestre 1969	531	226	283	115	1.155
2ème trimestre 1969	539	225	305	44	1.112
3ème trimestre 1969	467	247	289	78	1.081
4ème trimestre 1969	459	161	272	64	956
1er trimestre 1970	728	287	235	60	1.310

## 2 - Perspectives

Les mesures d'assouplissement des conditions de crédit prises le 25 juin<sup>(1)</sup> et le déblocage intervenu tout récemment du Fonds d'Action conjoncturelle de 124,5 millions de F en faveur du logement, conduisent à une nette amélioration des moyens de financement mis à la disposition des constructeurs. C'est là un facteur de relance des mises en chantier qui au demeurant devraient croître sensiblement au second semestre par suite des retards accumulés depuis le début de l'année.

Les H.L.M. locatives devraient en outre bénéficier dans les mois à venir d'ouvertures de crédit plus importantes.

*(1) Les mesures prises par le Conseil National du Crédit vont se traduire à court terme dans le domaine du logement :*

- par la suppression de l'encadrement pour les crédits d'équipement à moyen terme mobilisables qui intéresse essentiellement les entreprises de bâtiment pour leur propre équipement ;
- par la suppression de l'encadrement pour les prêts nouveaux à la construction consentis en réemploi des dépôts d'épargne-logement ;
- par l'accroissement des crédits à la construction à moyen terme mobilisables (8 % au second semestre contre 6 % au premier), constitués principalement par des crédits relais d'organismes de crédit différé ;
- par l'augmentation des encours du marché hypothécaire, le plafond d'accroissement mensuel de 265 millions étant cependant maintenu jusqu'à la fin de l'année ;
- par l'accroissement des crédits à court terme qui au 30 juin 1970 ne devaient pas dépasser de plus de 7 % le niveau du 30 septembre 1968, mais pourront dépasser ce même niveau de 10 % à la fin de cette année.

- Le déblocage de 4.500 logements au titre des prêts immédiats du Crédit Foncier et de 4.600 logements au titre des prêts différés permet de prévoir pour ces deux secteurs un nombre de logements commencés de l'ordre de 150.000 en 1970.

D'autre part dans la mesure où l'important arriéré de reports de crédit serait utilisé pour les prêts différés, il est à prévoir une forte croissance de cette catégorie de logements.

Dans les secteurs des logements primés sans prêt et des logements non aidés, une incertitude subsiste : les promoteurs privés font encore état de perspectives peu encourageantes.

Au total, la remontée des mises en chantier dans le courant du second semestre devrait se traduire par un nombre de logements commencés dans l'année voisin de 475.000 : légèrement en retrait par rapport à celui de 1969, ce nombre est nettement supérieur à ceux des années précédentes et correspond à un niveau d'activité élevé.



# *les collections de l'insée*

**SÉRIE C  
"COMPTES ET PLANIFICATION" N° 5**

## **Les comptes des Entreprises par secteurs**

### **Sources et méthodes d'évaluation de la comptabilité nationale**

Cet ouvrage méthodologique décrit les sources statistiques directement utilisées pour l'élaboration, entièrement nouvelle, des comptes des entreprises par secteurs. Il explicite les passages entre ces sources statistiques et les concepts de la comptabilité nationale. Cette publication, rédigée par M. Michel Didier, a semblé indispensable au moment où l'I.N.S.E.E. fait paraître, dans un autre volume, les séries 1959-1966 du compte des entreprises par secteurs (Les Collections de l'I.N.S.E.E., volume C 4).

Ce travail apporte en outre une première et importante contribution à l'ouvrage d'ensemble : Sources et méthodes d'évaluation de la comptabilité nationale qui sera publié progressivement dans les Collections de l'I.N.S.E.E.

**PRIX : 12 F**

#### **DANS LA MÊME SÉRIE**

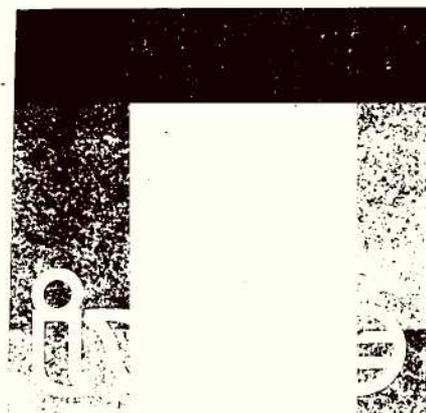
**C 6 Les transports en France de 1963 à 1968 12 F**

---

#### **EN VENTE :**

A l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7<sup>e</sup> - C.C.P. Paris 9063-62.  
Dans toutes les Directions Régionales de l'I.N.S.E.E., et chez les libraires spécialisés.

SP 15



## INFORMATIONS RAPIDES

Pour répondre au souci de nombreux utilisateurs d'être informés au plus tôt, l'I.N.S.E.E. a créé un service : **Informations Rapides**.

Les abonnés à ce service reçoivent, au fur et à mesure de leur élaboration :

- Les notes rapides présentant les derniers indices connus et les premiers résultats des enquêtes de conjoncture. Elles permettent notamment la mise à jour permanente, en cours de mois, de « Tendances de la conjoncture » et de ses graphiques.

- Les cahiers de résultats détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées par l'I.N.S.E.E. : industrie, bâtiment, commerce, investissements, intentions d'achat...

Prix de l'abonnement annuel, France : 300 F - Etranger : 360 F - En vente à l'I.N.S.E.E. - 29, quai Branly, Paris-7<sup>e</sup> - C.C.P. 9063-62 Paris.